

Feuilleton de la Revue Canadienne.

UNE ASSEMBLEE DELIBERANTE.

(Suite et fin.)

Le tigre ajoute qu'en présence d'intérêts si opposés la guerre est inévitable, et toute transaction impossible. Quo le règne de cet animal dégénéré qu'on appelle l'homme est fini, et qu'il est temps que l'empire du globe, aujourd'hui inutile, défiguré, déboisé par les chemins de fer et par les chemins vicinaux, revienne aux animaux, ses premiers, ses seuls légitimes possesseurs; que les maux qu'on endure ne dorment que d'un œil, et que la révolte n'est que la patience poussée à bout. L'orateur termine par un brûlant appel aux armes; il convie le loup, le léopard, le sanglier, l'aigle, et tous ceux qui veulent être libres à la défense de la nationalité animale qui ne peut pas périr.

La gauche tout entière bondit sur ses bancs. Le centre reste impassible et refuse de se prononcer. L'écrivain, consterné, lève les bras au ciel.

Le cheval anglais, autrefois cheval de luxe, maintenant à *poor hack*, demande un fait personnel. L'accent britannique de l'orateur rend fort pénible la tâche de MM. les sténographes qui sont obligés de traduire le langage presque intelligible de l'honorable étranger. "Nobles bêtes, dit-il, je n'entends rien à la question des chemins vicinaux; mais je suis de l'avis de l'illustre tigre qui vient de parler dans la grande question des chemins de fer. Je gagnais mon pain à la sueur de mon front, en trotant quatre ou cinq fois par jour de Londres à Greenwich; le jour même de l'ouverture du chemin de fer, mon maître s'est embarqué et je me suis trouvé sans ouvrage. L'angleterre est traversée en tous sens par ces insolentes voitures qui roulent sans notre secours. Je demande ou qu'on détruise les chemins de fer ou qu'on me *re-nature* français. J'aime la France, parce que les chemins de fer y sont fort rares et les chevaux aussi.

Un gros cheval de la Brauce, qui avait la vieille aumône de Chartres à Paris une énorme voiture chargée de blés, hennit d'impatience; il dit que les chevaux étrangers ne sont jamais contents, et qu'ils se plaignent toujours que la mariée est trop belle. Selon lui, tout quadrupède de bon sens devrait applaudir à l'établissement des chemins de fer. Il opine pour que l'on renvoie chez eux tous les chevaux étrangers.

Le bœuf et l'âne, de leur place: Oui, oui. (L'attention étant un peu fatiguée, M. le président annonce que la séance est suspendue pour dix minutes. Mais bientôt le bruit de la sonnette se fait entendre, et MM. les délégués reprennent leurs places avec une promptitude qui témoigne tout à la fois de leur ardeur et de leur nouveauté parlementaire.)

Le rossignol voltige jusqu'à la tribune: il demande à Dieu un ciel pur et de chaudes nuits pour ses chansons; il chante sur un rythme divin quelques stances harmonieuses imitées de Lamartine; ses chants sont admirables, mais il ne parle pas pour tout le monde, et le bator le rappelle à la question.

L'âne prend des notes, et critique une des rimes qui, selon lui, manque de richesse.

Le ver de terre veut l'abolition de la propriété et la communauté des biens.

L'escargot rentre précipitamment dans sa coquille, l'autre se renferme et la tortue répond qu'elle ne consentira jamais à abandonner son écaille.

Un vieux dromadaire, venu en droite ligne de La Mecque, et qui jusque-là avait gardé une modeste silence, dit que le but de la réunion sera manqué si on ne trouve pas le moyen de faire comprendre aux hommes qu'il y a de la place pour tous ici-bas, et qu'on peut très-bien se placer les uns à côté des autres, sans se faire porter les uns par les autres.

L'âne, le cheval, l'éléphant et le président lui-même font un signe d'assentiment.

Quelques membres entourent le dromadaire et lui demandent des nouvelles de la question d'Orient et de quel côté vient le vent.

Le dromadaire leur répond avec beaucoup de bons sens: que Dieu est grand et que Mahomet est son prophète.

Un mouton, encore jeune, hasardé quelques mots sur les douceurs de la vie champêtre; il dit que son chien est aimable, que l'herbe est bien tendre, que son berger est très-bon, et demande si l'y aurait pas moyen de tout arranger.

Le cochon grogne sans qu'on puisse interpréter le sens de son interruption; on croit qu'il est pour le *statu quo*. Un vieux sanglier, que ses ennemis accusent d'avoir approché les basses-cour, prétend qu'il convient d'accepter les faits accomplis et d'attendre les éventualités.

L'oise déclare avec fermeté qu'elle ne s'occupe pas de politique.

La pie lui répond que son indifférence en matière politique sera fort goûtée de ceux qui la plèmeront un jour.

Le caméléon paraît à la tribune pour annoncer qu'il est heureux et fier d'être, comme tous les jours, de l'avis de tout le monde. (Le singe fixe son regard sur le caméléon, avec lequel il échange un sourire.)

Le porc-épic trouve la question hérissée de difficultés.

Le renard, qui a pris des notes pendant toute la durée de la discussion, répond aux divers orateurs et met tout le monde d'accord au moyen d'une habile allusion à un mot devenu fameux: Messieurs, dit-il, nous ne sommes plus, dieu merci, dans ces temps où des hommes perdus pouvaient dire: Il y a quelque chose à faire. Aujourd'hui, messieurs, il y a tout à faire... ce qui n'engage à rien. (Applaudissement sur tous les bancs du centre.)

L'orateur paraît ému. Des oies, des cannes,

et des pies qui occupent les tribunes publiques d'emander la parole, elles sont aussi animales que les renards; s'il y a des lions, il y a des lionnes; elles veulent la liberté, l'égalité, l'émancipation; le renard s'écrie: "Mesdames les pies, les oies, les cannes, les grues et les poules, c'est par la presse, et par la presse seulement qu'une fois la lutte du bec admise, vous pourrez faire valoir votre talent bien connu par la parole et par la plume." (Adhésion parmi les membres de la chambre. Rumeurs parmi les poules et les pies.)

Il est décidé que cette portion si intéressante de l'espèce animale aura un journal dont les pies seront rédactrices en chef.

Après cette décision, la séance est levée et renvoyée à un jour prochain.

Le perroquet secrétaire et historien déclare en terminant son compte-rendu que, dans cette première assemblée, les choses se sont parfaitement passées. Les hyènes ont été sublimes d'énergie, et les oies citoyennes attendrissantes. Tous les représentants se sont embrassés à la fin de la séance, et dans cette effusion d'accablades, il n'y a eu que deux ou trois petits accidents à déplorer. Un canari a été étranglé par un renard ivre de joie, un mouton par un lion enthousiasmé, et un noble cheval par un tigre en délire. Comme ces messieurs étaient en guerre depuis longtemps avec leurs victimes, ils ont déclaré que la force du sentiment et de l'habitude les avaient emportés, et qu'il ne fallait attribuer ces légers oublis des convenances parlementaires qu'au bonheur de la réconciliation.

Le livre des animaux ne nous dit pas ce qu'il est advenu de cette mémorable assemblée délibérante. Tout ce que nous savons, c'est que les chevaux sont bridés comme devant, les chiens hargneux muselés. Les renards croquent encore les poules, les loups mangent les moutons, et quelquefois même le berger.

VICTOR HUGO.

Discours prononcé par M. Victor Hugo, le 29 mai, devant l'Assemblée des associations des Arts, des Lettres, de l'Industrie et des Ouvriers.—Présidence de M. ANICET BOURGEOIS.

M. VICTOR HUGO.— Il y a un mois, j'avais cru devoir, par respect pour l'initiative électorale, m'abstenir de toute candidature personnelle; mais en même temps, vous vous le rappelez, j'ai déclaré que le jour où le danger apparaîtrait sur l'Assemblée nationale, je me présenterais. Le danger s'est montré, je me présente.

Il y a un mois, l'un de vous me fit cette question que j'acceptai avec douleur: S'il arrivait que des insensés osassent violer l'Assemblée nationale, que pensez-vous qu'il faudrait faire? — J'acceptai, je le répète, la question avec douleur, et je répondis sans hésiter: Il faudrait se lever tous comme un seul homme, et — ce furent mes propres paroles — écraser l'insolence des dictateurs sous l'influence de la souveraineté de la nation.

Ce que je demandais il y a un mois, trois cent mille citoyens armés l'ont fait il y a quinze jours (Applaudissements).

Avant cet événement, qui est un attentat et qui est une catastrophe, s'offrir à la candidature ce n'était qu'un droit, et l'on peut toujours s'abstenir d'un droit. Aujourd'hui c'est un devoir, et l'on n'abdique pas le devoir. Abdiquer le devoir, c'est désertier. Vous le voyez, je ne déserte pas (Vive adhésion).

Depuis l'époque dont je vous parle, en quelques semaines, les linéaments confus des questions politiques se sont éclaircis, les événements ont brusquement éclairci d'un jour providentiel l'intérieur de toutes les pensées, et à l'heure qu'il est, la situation est d'une éclatante simplicité. Il n'y a plus que deux questions; la vie ou la mort. D'un côté, il y a les hommes qui veulent l'ordre, la liberté, la paix, la famille, la propriété, le travail, le crédit, la sécurité commerciale, l'industrie florissante, le bonheur du peuple, la grandeur de la patrie, en un mot, la prospérité de tous composés du bien-être de chacun. De l'autre côté, il y a les hommes qui veulent l'abîme! (Sensation). Il y a les hommes qui ont pour rêve et pour idéal d'embarquer la France sur une espèce de radeau de la Méduse où l'on se dévorerait en attendant la tempête et la nuit! (Bravo! bravo! Mouvement prolongé).

Je n'ai pas besoin de vous dire que je ne suis pas de ces hommes-là, que je n'en serai jamais! (Non, non, non les savons!) je lutterai de front jusqu'à mon dernier souffle contre ces mauvais citoyens qui voudraient imposer la guerre à la France par l'émeute, et la dictature au peuple par la terreur. Ils me trouveront toujours, debout, devant eux, comme citoyen à la tribune, ou comme soldat dans la rue (Acclamations).

Ce que je veux, vous le savez; je l'ai dit il y a peu de jours; je l'ai dit à mon pays tout entier; je l'ai dit en prenant toutes mes convictions dans mon âme, en essayant d'arracher du cœur de tous les honnêtes gens la parole que chacun pense et que personne n'ose dire. Eh bien! cette parole, je l'ai dite! mon choix est fait; vous le connaissez. Je veux une République qui fasse envie à tous les peuples, et non une République qui leur fasse horreur! (Bravos prolongés). Je veux, moi, et vous aussi vous voulez une République si noble, si pure, si honnête, si fraternelle, si pacifique que toutes les nations soient tentées de l'imiter et de l'adopter. Je veux une République telle que toutes les nations en regardant la France ne disent pas seulement: Qu'elle est grande! mais disent encore: Qu'elle est heureuse! (Longs applaudissements).

Pour que la République s'établisse à jamais en France, il faut qu'elle s'établisse hors de France, il faut qu'elle se fasse accepter par la conscience du genre humain (Bravo! bravo!)

M. PAULIN demanda au citoyen Victor Hugo

s'il est d'avis que le prolétariat doive disparaître de la société?

M. VICTOR HUGO. Disparaître, comme l'esclavage a disparu! disparaître à jamais, mais non en ramenant, sous une autre forme, le servage et la main-morte!...

J'éprouve pour l'homme qui travaille un sentiment cordial et fraternel. Ce sentiment, tout esprit qui pense le partage. Tous, à des degrés divers, nous sommes des ouvriers dans la grande œuvre sociale. Eh bien! je le déclare, ceux qui travaillent avec le bras et avec la main sont sous la garde de ceux qui travaillent avec la pensée.

Voilà de quelle manière je parlais à la Chambre aristocratique, dont j'avais l'honneur de faire partie. Ce mot j'avais l'honneur, ne saurait vous choquer. Vous n'attendez pas de moi un autre langage; lorsque ce pouvoir était debout, j'ai pu le combattre; aujourd'hui qu'il est tombé, je le respecte (Très bien! profonde sensation).

Oui, le prolétariat doit disparaître, mais je ne suis pas de ceux qui pensent que la propriété disparaîtra. Savez-vous, si la propriété était frappée, ce qui serait thé? c'est le travail.

Car, qu'est-ce que c'est que le travail? C'est l'élément générateur de la propriété, et qu'est-ce que c'est que la propriété? C'est le résultat du travail, (Oui, oui, vive adhésion). Il m'est impossible de comprendre la manière dont certains socialistes ont posé cette question. Ce que je veux, ce que j'entends, c'est que l'accès de la propriété soit rendu facile à l'homme qui travaille, c'est que l'homme qui travaille soit sacré pour celui qui ne travaille plus.

Il vient un temps où l'on se repose. Qu'à l'heure où l'on se repose, on se souvienne de ce que l'on a souffert, lorsqu'on travaillait, qu'on s'en souvienne pour améliorer sans cesse le sort des travailleurs! Le but d'une société bien faite, le voici: élargir et adoucir sans cesse la monnaie, autrefois si rude, qui conduit du travail à la propriété, de la condition pénible à la condition heureuse du prolétariat à l'émancipation, des ténements où sont les esclaves à la lumière où sont les hommes libres! (Bravo! bravo!)

dans la civilisation vraie, la marche de l'humanité est une ascension continue vers la lumière de la liberté! (Longue acclamation).

M. PAULIN aurait voulu entendre M. Hugo prononcer le grand mot: Association.

M. VICTOR HUGO.— Il y a deux manières de comprendre cet idéal.

Les uns veulent faire de la société humaine une immense famille.

Les autres veulent en faire un immense monastère.

Je suis contre le monastère et pour la famille. Il ne suffit pas que les hommes soient associés il faut encore qu'ils soient sociables.

J'ai lu des écrits de quelques socialistes célèbres, et j'ai été surpris de voir que nous avions au dix-neuvième siècle, en France, tant de fondateurs de couvents ayant la prétention d'être populaires.

Je n'accorde pas que ce soit un progrès pour un homme de devenir un moine, et je trouve étrange qu'après un demi-siècle de révolutions faites contre les idées monastiques et scolaires, nous y revenions tout doucement avec les interpellations du mot association...

La vie monastique, qui est sublime, n'est pas applicable. Il ne faut pas rêver l'homme autrement que Dieu ne l'a fait. Pour lui donner des perfectionnements impossibles vous lui ôteriez, ses qualités naturelles (Bravo!) Pensez-y bien, l'homme devenu un moine, perdant son nom, sa tradition de famille, tous ces liens de nature, comptant plus que comme un chiffre, ce n'est plus un homme, car ne n'est plus un esprit, car ce n'est plus une liberté! Vous croyez l'avoir fait monter bien haut, regardez, vous l'avez fait tomber bien bas. Sans doute, il faut limiter l'égoïsme, mais dans la vie telle que la Providence l'a faite à notre infirmité, il ne faut pas exagérer l'oubli de soi-même. L'oubli de soi-même bien compris, s'appelle abnégation, mal compris, il s'appelle abrutissement. Socialistes, songez-y! les révolutions peuvent changer la société, mais elles ne changent pas le cœur humain. Le cœur humain est à la fois ce qu'il y a de plus tendre et ce qu'il y a de plus résistant. Prenez garde à votre étrange progrès! il va droit contre la volonté de Dieu. N'ôtez pas au peuple la famille pour lui donner le monastère! (Applaudissements prolongés).

M. AUBRY, au nom de l'association, demande que les systèmes soient combattus et non les personnes.

M. VICTOR.— Vous me mettez trop à mon aise, s'il ne s'agit que des systèmes, je répondrai par des faits.

J'ai été trois ans pair de France; j'ai parlé six fois comme pair; j'ai donné dans une lettre que les journaux ont publiée, les dates de mes discours pourquoi ai-je donné ces dates? C'est afin que chacun pût recourir au *Moniteur*.

Vous le voyez plus de détails?

Le premier discours, prononcé le 14 février, 1846 a été consacré aux ouvriers, au peuple dont nous voyons ici une honorable et grave députation. Une loi avait été présentée qui tendait à nier le droit que l'artiste industriel a sur son œuvre. J'ai combattu la disposition mauvaise que cette loi contenait; je l'ai fait rejeter.

Le second discours a été prononcé le 20 mars de la même année; les journaux, l'ont cité il y a quelques jours; c'était pour la Pologne. Le 1er avril suivant, j'ai parlé pour le troisième fois. C'était encore pour le peuple, c'était sur la question de la prohibé commerciale, sur les marques de fabriques. Deux mois après, le 2 et le 5 juillet, j'ai repris la parole; c'était pour la défense de la protection de notre littoral; je signalais aux Chambres ce fait grave que les côtes d'Angleterre sont hérissées de canons, et que les côtes de France sont désarmées.

Le cinquième discours date du 14 juin 1847. Ce jour-là, à propos de la pétition d'un proscrit je me suis levé pour dire au gouvernement du roi Louis-Philippe ce que je regrette de n'avoir pu dire ces jours passés au gouvernement de

la République; Que c'est une chose odieuse de hanter et de proscrire ceux que la destinée a frappés. J'ai demandé hautement, — il n'y a pas encore un an de cela, — que la famille de l'Empereur rentrât en France. La Chambre me l'a refusé, la Providence me l'a accordé. (Mouvement prolongé).

Le sixième discours prononcé le 13 janvier dernier, était sur l'Unité de l'Italie, sur la révolution française, mère de la révolution italienne. Je parlais à trois heures de l'après-midi; j'affirmais qu'une grande révolution allait s'accomplir dans la Péninsule italienne. La chambre des pairs disait non, et à la même minute, le 13 janvier, à trois heures, pendant que je parlais, le premier torsin de l'insurrection sonnait à Palermo (Nouveau mouvement). C'est la dernière fois que j'ai parlé.

L'indépendance de ma pensée s'est produite sous bien d'autres formes encore; je rappelle un souvenir que les auteurs dramatiques n'ont peut-être pas oublié; dans une circonstance mémorable pour moi, c'était la première fois que je recueillis des gages de la sympathie populaire, dans un procès intenté à propos du drame *Le Roi s'amuse*, dont le gouvernement avait suspendu les représentations, je pris la parole. Personne n'a attaqué avec plus d'énergie et de résolution le gouvernement d'alors; vous pouvez relire mon discours.

Voilà des faits. — Passerons-nous aux personnes? Vous me donnez bien de la force; non, je n'attaquerai pas les personnes; non, je ne ferai pas cette lâcheté de tourner le dos à ceux qui s'en vont, et de tourner le visage à ceux qui arrivent; jamais, jamais! personne ne me verra suivre, comme un vil courtisan, les flatteurs du peuple, moi qui n'ai pas suivi les flatteurs des rois! (Explosion de bravos.) Flatteurs des rois, flatteurs du peuple, vous êtes les mêmes hommes, j'ai pour vous un mépris profond...

Depuis un mois, il y a eu deux jours où j'ai regretté de ne pas être de l'Assemblée nationale: le 15 mai, pour m'opposer au crime de lèse-majesté populaire commis par l'émeute, à la violation du domicile de la nation, et le 25 mai, pour m'opposer au décret de bannissement. Je n'étais pas là lorsque cette loi inique et inutile a été votée par les hommes mêmes qui soutenaient la dynastie il y a quatre mois! Si j'y avais été, vous m'auriez vu me lever l'indignation dans l'âme et la plume au front. J'aurais dit: Vous faites une loi de proscription; mais votre loi est invalide, mais votre loi est nulle! Et tenez, la Providence met là sous vos yeux la preuve éclatante de la misère de cette espèce de lois. Vous avez ici deux princes, — je dis princes à dessein, — vous avez deux princes de la famille Bonaparte, et vous êtes forcés de les appeler à voter sur cette loi, eux qui sont sous le coup d'une loi pareille! et en votant sur la loi nouvelle, ils violent, Dieu soit loué, la loi ancienne! Et ils sont là au milieu de vous pour une protestation vivante de la toute-puissance divine contre cette chose faible et violente qu'on appelle la politique humaine! (Immense acclamation).

Voilà ce que j'aurais dit; je regrette de n'avoir pu le dire; et soyez tranquilles, si l'occasion se représente, je la saisirai; j'en prends à la face du peuple l'engagement. Je ne perdrai pas qu'en votre nom on fasse des actions honteuses. Je flétrirai les actes et je démasquerai les hommes (Bravo! bravo!) Non, je n'attaquerai jamais les personnes d'aucun parti malheureux! Je n'attaquerai jamais les vaincus! J'ai l'habitude de traiter les questions par l'amour et non par la haine (Sensation). Je n'ai jamais manqué à cette habitude de ma vie entière, je n'y manquerai pas aujourd'hui. Et pourquoi? Je manquerais-je dans quel but? Dans un but de candidature? Est-ce que vous croyez que j'ai l'ambition d'être député à l'Assemblée nationale? J'ai l'ambition du pompier qui voit une maison qui brûle, et qui dit: Donnez-moi un seau d'eau! (Bravo! bravo! Applaudissements prolongés)...

Ce que je sais de pire au monde, c'est la faute en commun. Vous me verrez sans le moindre calcul me jeter tantôt au-devant de vieux partis qui veulent refaire un mauvais passé, tantôt au-devant des nouveaux partis qui veulent eux aussi refaire un passé pire encore! (Bravo!)

Je ne veux pas plus d'une politique qui a abaissé la France, que je ne veux d'une politique qui l'a ensanglantée. Je combattrai l'intrigue comme la violence, de quelque part qu'elles viennent, et quant à ce que vous appelez la réaction, je repousse la réaction comme je repousse l'anarchie! (Applaudissements).

En ce moment, les véritables ennemis de la chose publique sont ceux qui disent: il faut entretenir l'agitation dans la rue, faire une émeute dérangée et indéfinie, que le marchand ne vende plus, que l'acheteur n'achète plus, que le consommateur ne consomme plus, que les faillites privées amènent la faillite publique, que les boutiques se ferment, que l'ouvrier chôme, que le peuple soit sans travail et sans pain, qu'il mendie, qu'il traîne sa détresse sur le pavé des rues, alors tout s'écroulera! — Non, ce plan inflexible ne réussira pas! non la France ne périra pas de misère! un tel sort n'est pas fait pour elle! Non, la grande nation qui a survécu à Waterloo n'expirera pas dans une banqueroute! (Emotion profonde, bravo! bravo!)

Savez-vous pourquoi je ne crie pas bien haut: Je suis républicain! c'est parce que beaucoup trop de gens le croient. Savez-vous pourquoi j'ai une sorte de pudeur et de scrupule à faire cet étalage de républicanisme? C'est que je vois des gens qui ne sont rien moins que républicains, faire plus de bruit que vous qui êtes convaincus. Il y a une chose sur laquelle je défie que qui ce soit: c'est le sentiment démocratique. Il y a vingt ans que je suis démocrate. Je suis un démocrate de la veille. Est-ce que vous aimerez mieux le mot que la chose? Moi, je vous donne la chose, — qui vaut mieux que le mot! (Applaudissements).

LIGNE DE STEAMERS ANGLAIS DE L'ATLANTIQUE.	
DEPART DE LIVERPOOL.	
Cambria,.....	17 Juin pour Boston.
Caledonia,.....	24 Juin pour New-York.
Hibernia,.....	1 Juillet pour Boston.
Europa,.....	8 Juillet pour New-York.
DEPART D'AMSTERDAM.	
Britannia,.....	5 Juillet pour New-York.
Cambria,.....	12 Juillet pour Boston.
Caledonia,.....	19 Juillet pour New-York.
Hibernia,.....	26 Juillet pour Boston.
Europa,.....	2 Août pour New-York.



LA REVUE CANADIENNE

MONTREAL, 4 JUILLET 1848.

Nous profitons du commencement d'un nouveau semestre, pour offrir encore une fois au public Canadien nos remerciements sincères pour l'encouragement libéral, qu'il nous a donné depuis l'établissement de notre journal. Nous espérons qu'on voudra bien nous continuer le même patronage pour l'avenir. De notre part, nous redoublerons d'efforts pour nous en rendre digne.

La REVUE CANADIENNE paraît aujourd'hui sous un nouveau format considérablement agrandi et amélioré. Nos abonnés nous en auront gré, sans doute, puisque ces changements sont tout à leur avantage.

NOUVELLES D'EUROPE.



ARRIVEE DU GAMBRIA.

Ce steamer parti de Liverpool le 17 juin est arrivé à Boston samedi matin. Les nouvelles d'Europe sont importantes, voici le premier rapport confus et sans ordre que nous a transmis le télégraphe.

FRANCE.— Grande agitation. Le parti républicain modéré combattu par le parti de Louis Napoléon, qui a rallumé l'enthousiasme qu'excitait autrefois le nom de l'empereur. Le gouvernement informé de ce mouvement, fit réunir un corps de troupes de 100,000 hommes autour de Paris. Des troubles éclatèrent dans la nuit du 9 au 10. Le 10, 20,000 hommes furent faits prisonniers par les troupes. Dans ce nombre se trouvent des Anglais, des Américains, et des femmes distinguées. A cette nouvelle, l'assemblée déploya un noble patriotisme. Les représentants manifestèrent leur vive indignation contre les tyrans, les dictateurs. Le lundi 12 le peuple fit entendre des cris confus et mêlés de "Vive Bonaparte, Vive la République." On fit courir le bruit que Louis Napoléon venait d'arriver à Paris, alors plus d'un régiment de la garde nationale fit entendre le cri de "Vive l'Empereur." (On ne dit pas, si c'est la garde mobile, ou la garde nationale parisienne.) Lamartine demanda la mise en vigueur du décret de 1832 portant bannissement contre Louis. Pendant qu'il parlait, on entendit des coups de feu au dehors, et des cris de "Vive l'Empereur." Lamartine s'assit abattu sous le poids de l'émotion pénible qu'il éprouvait. Un garde national ayant été tué, Lamartine s'empressa de dire que c'était le premier sang versé; que le despotisme n'était pas la république. Aussitôt le décret fut adopté par acclamation. Le peuple témoigna son opposition à ce décret, et déclara que Louis Napoléon prendrait son siège comme représentant. Le mardi 13, l'agitation devint plus vive. On essaya d'élever des barricades, mais une force militaire imposante empêcha l'exécution de ce dessein. Le soir, l'assemblée nationale rapporta le décret adopté la veille, et prononça l'admission de Louis Napoléon à une grande majorité.

Ledru-Rollin opposa la motion, et après la lutte, il résigna ses fonctions de membre du comité exécutif. On disait que Lamartine suivrait son exemple.

Une proclamation a été faite pour appeler le peuple aux armes, afin de placer Louis sur le trône. Mercredi 14, Paris est tranquille. On attend Louis d'heure en heure. Plusieurs maisons de banque ont suspendu leurs paiements. Le chef du mouvement Bonapartiste est arrêté.

L'Irlande est plus tranquille depuis la condamnation de Mitchell.

Nous apprenons par l'Ami de la Religion et de la Patrie que la malle anglaise apportée par le Cambria est arrivée à Québec dimanche soir. Cette célérité à venir d'Halifax avec la malle anglaise fait honneur à ceux qui se sont chargés de l'apporter. Cette fois la malle est venue presque aussi vite que la dépêche télégraphique de New-York.

Notre confrère l'Ami de la Religion et de la Patrie a reçu un journal français du 13 juin qui contient d'intéressants items de nouvelles: Nous lui empruntons ce qui suit: